

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C — 2013/00746]

**18 OCTOBRE 2013.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 2012 visant l'octroi de subventions par le Fonds européen pour le retour dans le cadre du programme général "Solidarité et gestion des flux migratoires". — Programme annuel 2011 et 2012

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Sahur.

Vu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, l'article 62

Vu la loi du 21 décembre 2007 portant des dispositions diverses, l'article 10;

Vu la loi du 4 mars 2013 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2013;

Vu la loi du 24 juin 2013 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 2013;

Vu l'arrêté royal du 27 décembre 2012 visant l'octroi de subventions par le Fonds européen pour le retour dans le cadre du programme général "Solidarité et gestion des flux migratoires" — Programme annuel 2011 et 2012;

Vu le budget administratif du Service public fédéral Intérieur pour l'année budgétaire 2013;

Vu la Décision européenne 575/2007/CE du 23 mai 2007 portant création du Fonds européen pour le retour pour la période 2008-2013 dans le cadre du programme général « Solidarité et gestion des flux migratoires »;

Vu le programme pluriannuel et le programme annuel 2011 et 2012 pour le Fonds européen pour le retour;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 septembre 2011, le 15 décembre 2011, le 27 juin 2012, le 23 août 2012, le 29 octobre 2012 et le 7 juin 2013;

Sur la proposition de la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 27 décembre 2012 visant l'octroi de subventions par le Fonds européen pour le retour dans le cadre du programme général « Solidarité et gestion des flux migratoires » - Programme annuel 2011 et 2012, le 1.1. est remplacé par ce qui suit :

1.1 Concernant le programme annuel 2011

Nom du projet	Montant du subside	Max. % subside	Bénéficiaire	Naam project	Bedrag subsidie	Max. % subsidie	Begunstigde
Methodology development in the area of AVRR	350.000	75 %	Fedasil	Methodology development in the area of AVRR	350.000	75 %	Fedasil

**Art. 2.** La Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 octobre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,  
Mme M. DE BLOCK

## SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C — 2013/14660]

**7 NOVEMBRE 2013.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1998 portant instauration de la liberté d'affrètement et de formation des prix dans le secteur national et international du transport de marchandises par voie navigable

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Sahur.

Vu l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable;

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C — 2013/00746]

**18 OKTOBER 2013.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 december 2012 tot toekenning van subsidies door het Europees Terugkeerfonds als onderdeel van het algemeen programma "Solidariteit en beheer van de migratiestromen". — Jaarprogramma 2011 en 2012

FILIP, Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen. Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de fédérale Staat, artikel 62;

Gelet op de wet van 21 december 2007 houdende diverse bepalingen, artikel 10;

Gelet op de wet van 4 maart 2013 van de algemene uitgaven begroting 2013;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 houdende eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2013.

Gelet op het Koninklijk besluit van 27 december 2012 tot toekenning van subsidies door het Europees Terugkeerfonds als onderdeel van het algemeen programma "solidariteit en beheer van de migratiestromen"-Jaarprogramma 2011 en 2012

Gelet op de administratieve begroting van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken voor het begrotingsjaar 2013;

Gelet op de Europese Beschikking nr. 575/2007/EG van 23 mei 2007 tot oprichting van het Europees terugkeerfonds voor de periode 2008-2013 als onderdeel van het algemeen programma "Solidariteit en beheer van de migratiestromen";

Gelet op het Meerjarenprogramma en op het Jaarprogramma 2011 en 2012 van het Europees Terugkeerfonds;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 september 2011, 15 december 2011, 27 juni 2012, 23 augustus 2012, 29 oktober 2012 en 7 juni 2013;

Op de voordracht van de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

Hebben Wij besloten en beschouwen Wij :

**Article 1.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 december 2012 tot toekenning van subsidies door het Europees Terugkeerfonds als onderdeel van het algemeen programma "Solidariteit en beheer van de migratiestromen"- Jaarprogramma 2011 en 2012 wordt de bepaling onder 1.1. vervangen als volgt :

1.1 Wat betreft het jaarprogramma 2011

**Art. 2.** De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 oktober 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,  
Mevr. M. DE BLOCK

## SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C — 2013/14660]

**7 NOVEMBER 2013.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1998 portant instauration de la liberté d'affrètement et de formation des prix dans le secteur national et international du transport de marchandises par voie navigable

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Sahur.

Vu l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable;

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C — 2013/14660]

**7 NOVEMBER 2013.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1998 houdende de invoering van de vrije bevrijding en de vrije prijsvorming in de sector nationaal en internationaal goederenvervoer over de binnenvateren

FILIP, Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen. Onze Groet.

Gelet op artikel 1, eerste lid, van de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 1998 portant instauration de la liberté d'affrètement et de formation des prix dans le secteur national et international du transport de marchandises par voie navigable;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 juin 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 juillet 2013;

Vu l'association des Gouvernements de région;

Vu l'avis n° 53.814/2/V du Conseil d'Etat, donné le 12 août 2013 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise;

Considérant que l'article 94 de la version consolidée du Traité sur l'Union européenne et du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne stipule que toute mesure dans le domaine des prix et conditions de transport, prise dans le cadre des traités, doit tenir compte de la situation économique des transporteurs et qu'à cette fin il est indispensable d'interdire des prix abusivement bas afin de garantir la liberté des parties impliquées dans un affrètement;

Sur la proposition de la Ministre de l'Intérieur et du Secrétaire d'Etat à la Mobilité et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 20 juillet 1998 portant instauration de la liberté d'affrètement et de formation des prix dans le secteur national et international du transport de marchandises par voie navigable est inséré :

« 6<sup>e</sup> transporteur : un propriétaire ou un exploitant d'un ou de plusieurs bateaux de navigation intérieure »

**Art. 2.** Après l'article 2 du même arrêté un article 2 bis est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 2bis. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 2 du présent arrêté, il est interdit de donner en usage ou de prendre en usage un bateau en vue du transport et/ou de l'entreposage de marchandises à un prix abusivement bas, ou à son intervention de directement ou indirectement y collaborer.

§ 2. Par prix, il est entendu l'indemnité due pour l'usage du bateau en vue du transport et/ou de l'entreposage de marchandises pendant toute la durée de cet usage.

§ 3. Par prix abusivement bas, il est entendu un prix qui, en tenant compte des exigences posées au bateau, est insuffisant pour le transporteur, pour couvrir tous les coûts relatifs directement ou indirectement à l'exploitation du bateau. »

**Art. 3.** Après le nouvel article 2bis un article 2ter est inséré, rédigé comme suit :

« Art. 2ter. Sans préjudice de l'article 2 du présent arrêté, il est interdit de donner en usage ou de prendre en usage un bateau en vue du transport et/ou de l'entreposage de marchandises sans qu'il soit assuré contre tous les risques de la navigation et qu'il remplisse toutes les prescriptions légales. »

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** Le ministre qui a la navigation intérieure dans des attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 novembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,  
J. VANDE LANOTTE

La Ministre de l'Intérieur;  
Mme J. MILQUET

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,  
M. WATHELET

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 1998 houdende de invoering van de vrije bevachting en de vrije prijsvorming in de sector nationaal en internationaal goederenvervoer over de binnenwateren;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 juni 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting d.d. 8 juli 2013;

Gelet op de betrokkenheid van de Gewestregeringen;

Gelet op advies nr. 53.814/2/V van de Raad van State, gegeven op 12 augustus 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, 1<sup>o</sup> van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeeling uit te voeren, waarbij besloten is dat een effectbeoordeeling niet vereist is;

Overwegende dat artikel 94 van de geconsolideerde versie van het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie bepaalt dat elke in het kader van de Verdragen genomen maatregel op het gebied der vrachtprijzen en vervoervooraarden moet rekening houden met de economische toestand van de vervoerondernemers en dat het daarom noodzakelijk is ongeoorloofd lage prijzen te verbieden ten einde de vrijheid van de bij een bevachting betrokken partijen te waarborgen;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en de Staatssecretaris voor Mobiliteit en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 juli 1998 houdende de invoering van de vrije bevachting en de vrije prijsvorming in de sector nationaal en internationaal goederenvervoer over de binnenwateren wordt ingevoegd :

« 6<sup>e</sup> vervoerder : een eigenaar of exploitant van één of meer binnenschepen »

**Art. 2.** Na artikel 2 van hetzelfde besluit wordt een artikel 2bis ingevoegd, huidende als volgt :

« Art. 2bis. § 1. Onvermindert artikel 12 van dit besluit is het verboden een schip met het oog op het vervoer en/of de opslag van goederen in gebruik te nemen en in gebruik te geven tegen een ongeoorloofd lage prijs of door zijn tussenkomst, rechtstreeks of onrechtstreeks, hieraan mee te werken.

§ 2. Onder prijs wordt verstaan de vergoeding die voor het gebruik van het schip ten behoeve van vervoer en/of opslag van goederen verschuldigd is gedurende de ganse duur van dit gebruik.

§ 3. Onder ongeoorloofd lage prijs wordt verstaan een prijs die, mede rekening houdend met de eisen die aan het schip worden gesteld, voor de vervoerder onvoldoende is om alle kosten rechtstreeks of onrechtstreeks verband houdende met de exploitatie van het schip te dekken. »

**Art. 3.** Na het nieuwe artikel 2bis wordt een artikel 2ter ingevoegd, huidende als volgt :

“Art. 2ter. Onvermindert artikel 12 van dit besluit is het verboden een schip met het oog op het vervoer en/of de opslag van goederen in gebruik te nemen en in gebruik te geven zonder dat het verzekerd is tegen alle risico's van de vaart en voldoet aan alle wettelijke voorschriften.”

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 5.** De minister die bevoegd is voor de binnenvaart is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 november 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,  
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. J. MILQUET

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,  
M. WATHELET